

---

**Comité préparatoire  
de la Conférence des Parties  
chargée d'examiner le Traité  
sur la non-prolifération  
des armes nucléaires en 2010**

9 mai 2007  
Français  
Original : anglais

---

**Première session**

Vienne, 30 avril-11 mai 2007

**Document de travail sur le désarmement établi  
par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord**

1. Le Royaume-Uni est fermement attaché aux principes et à la pratique du désarmement nucléaire multilatéral. Notre but ultime demeure le même : œuvrer pour un monde plus sûr, exempt d'armes nucléaires en restant fidèle à l'engagement sans équivoque que nous avons pris de les éliminer complètement.
2. Le Royaume-Uni entend continuer à respecter les obligations en matière de désarmement énoncées à l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et peut se prévaloir d'avoir tenu ses engagements. Nous restons également entièrement déterminés à appliquer les décisions et les recommandations issues du Document final des Conférences d'examen des États Parties au TNP tenues en 1995 et 2000, ainsi que les mesures pertinentes prises en matière de désarmement. Et nous entendons toujours appliquer la résolution de la Conférence d'examen du TNP de 1995 sur le Moyen-Orient.
3. À la fin de l'année dernière, nous avons publié un livre blanc donnant des explications sur la décision du Gouvernement du Royaume-Uni de maintenir une force de dissuasion nucléaire, décision que le Parlement britannique a entérinée en mars. Le Royaume-Uni a résolu d'entreprendre le travail de conception et les études techniques voulus pour lui permettre de remplacer sa flotte de sous-marins actuelle et de s'engager dans un programme destiné à prolonger la durée de vie de son système de missiles Trident D5.
4. Cela ne signifie pas que nous ayons pris une décision irréversible qui nous engage irrévocablement à détenir des armes nucléaires dans les 40 ou 50 années à venir. Ce que cela signifie en revanche, c'est que le Royaume-Uni prendra les dispositions nécessaires afin de pouvoir, au besoin, maintenir une force dissuasive minimale au-delà de la durée de vie des sous-marins actuels. Compte tenu des éléments d'information dont nous disposons à présent, il y a tout lieu de penser que c'est ce que nous allons devoir faire. Nous ne croyons pas que les conditions soient actuellement réunies pour que le Royaume-Uni puisse, en toute sécurité, choisir unilatéralement de renoncer à ses armes nucléaires.



5. On a laissé entendre que la décision du Royaume-Uni risquerait de précipiter une nouvelle course aux armements. Mais, bien au contraire, le Livre blanc prévoit d'autres mesures visant à réduire le volume de nos forces nucléaires. Nous réduirons notre stock d'ogives opérationnelles de 20 % pour le ramener à moins de 160, ce qui représente une réduction totale de 75 % de la puissance explosive nucléaire britannique depuis la fin de la guerre froide. Les armes nucléaires du Royaume-Uni constituent moins de 1 % des stocks mondiaux.

6. Cette décision vient s'ajouter aux importants progrès déjà accomplis par le Royaume-Uni dans le domaine du respect de ses obligations en matière de désarmement nucléaire en vertu de l'article VI. Parmi les autres résultats enregistrés depuis la fin de la guerre froide, on peut citer notamment : le retrait et le démantèlement de notre capacité nucléaire tactique maritime, le retrait et le démantèlement de la bombe nucléaire WE177 de la Royal Air Force et la décision de renoncer à servir de terrain de déploiement de missiles et de pièces d'artillerie comme cela avait été précédemment le cas avec les armes nucléaires des États-Unis d'Amérique dans le cadre de systèmes du double commandement. Le Royaume-Uni est donc le seul État doté de l'arme nucléaire agréé par le Traité de non-prolifération à avoir ramené sa capacité dissuasive à un seul système d'armes nucléaires.

7. Le reste de nos armes sont également en état d'alerte très réduite, la dissuasion s'appuyant à tout moment sur la présence d'un seul sous-marin Trident, normalement équipé de missiles dépointés dont le délai de lancement se mesure en jours.

8. La fabrication de nouveaux sous-marins destinés à notre système actuel de missiles Trident D5 n'annule ni ne compromet une quelconque de ces mesures positives en matière de désarmement. Toute idée que le Royaume-Uni serait en train de perfectionner ses armes nucléaires résulterait d'un malentendu. Le Royaume-Uni s'emploie à maintenir sa force de dissuasion et non à la moderniser. Il n'y a ni modification des capacités du système, ni intention de produire davantage d'armes utilisables, ni changement de position ou de doctrine nucléaire. Le système d'armes nucléaires du Royaume-Uni n'est pas destiné à être utilisé lors de combats prévus dans le cadre de campagnes militaires. Il s'agit d'une force dissuasive stratégique que nous n'envisagerons jamais d'utiliser si ce n'est dans des cas extrêmes de légitime défense.

9. Le Royaume-Uni a livré des archives de nos stocks de défense de plutonium et d'uranium fortement enrichi. Nous avons arrêté la production de matières fissiles destinées à la fabrication d'armes nucléaires en 1995. Tous les stocks de matières fissiles déclarés excédentaires par rapport aux besoins de défense ont été placés sous un régime international de garanties et nous n'exerçons plus notre droit, en tant qu'État doté de l'arme nucléaire de prélever sur ces stocks la quantité de matières fissiles nécessaires à la fabrication d'armes nucléaires. Nous n'avons procédé à aucun essai nucléaire depuis 1991 et nous avons ratifié le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en 1998.

10. Toutes ces mesures de transparence ont été très largement bien accueillies. Nous continuons d'explorer d'autres possibilités lorsque les exigences de la sécurité nationale et de la non-prolifération nous le permettent. On peut citer comme exemple à cet égard, le travail que poursuit l'entreprise britannique Atomic Weapons Establishment à Aldermaston en vue d'améliorer nos compétences en nous dotant de méthodes et de techniques de vérification publique de la réduction multilatérale et

de l'élimination des armes nucléaires. Nous continuons à consolider ces acquis et nous nous ferons un plaisir de présenter les résultats de nos derniers travaux de recherche lors du prochain cycle d'examen.

11. Il importe tout de même de ne pas perdre de vue que ce n'est pas à nous seuls qu'il incombe de créer les conditions d'un désarmement complet, mais à tous les États qu'ils soient ou non dotés de l'arme nucléaire, comme le stipule l'article VI du TNP.

12. Le Royaume-Uni se félicite de la série d'accords bilatéraux qui ont abouti à une réduction sensible des principaux arsenaux nucléaires depuis la fin de la guerre froide, et compte sur de plus importants progrès. Manifestement, d'énormes progrès devront être faits au niveau bilatéral pour réduire les importants arsenaux nucléaires avant qu'il ne soit utile d'y ajouter la part infime des stocks mondiaux correspondant à la nôtre.

13. On serait raisonnablement en droit de s'attendre également à ce qu'un monde où l'on pourrait parvenir à un désarmement nucléaire complet serait un monde dans lequel nous pourrions tous être assurés du respect par tous les États de leurs obligations en matière de non-prolifération, dans le cadre d'un TNP universalisé.

14. Ainsi donc, la question immédiate et pratique qui se pose à nous tous est de savoir comment créer les conditions nécessaires à la réalisation de ces objectifs et surtout quelles mesures prendre pour limiter les quantités d'armes disponibles et les réduire ensuite de façon irréversible.

15. Le Royaume-Uni estime que nous devons commencer par interdire la poursuite des essais d'explosions nucléaires. Nous nous félicitons de l'accroissement du nombre d'États parties au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et engageons vivement tous les États qui ne l'ont pas encore fait à le signer et ratifier le plus tôt possible.

16. Dans un deuxième temps, nous pourrions limiter la quantité de matières fissiles pouvant servir à la fabrication d'armes. À cet effet, le Royaume-Uni souscrit pleinement à la récente proposition faite par les six présidences de la Conférence du désarmement. L'étape logique suivante vers le désarmement nucléaire est de conclure un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles. Cela reviendrait à dire que, pour la première fois depuis le début de l'ère nucléaire, il y a plus de 60 années de cela, la quantité de matières fissiles disponibles pour la fabrication d'armes ou autres engins explosifs nucléaires serait plafonnée. Il est impossible d'imaginer que l'on puisse parvenir au désarmement nucléaire sans fixer ce plafond, qui pourrait être graduellement abaissé jusqu'à zéro. Nous invitons tous les membres de la Conférence du désarmement à souscrire sans tarder à la proposition des présidences et à permettre à la Conférence de reprendre le travail pour lequel elle avait été conçue.

17. Au moment où nous continuons d'œuvrer pour parvenir à un désarmement nucléaire, le Royaume-Uni comprend et respecte le souhait des États non dotés de l'arme nucléaire de recevoir des États qui en sont dotés, des garanties multilatérales qu'ils ne subiront ni menaces ni attaques à l'arme nucléaire. À cet égard, la politique du Royaume-Uni n'a pas changé. Nous restons fidèles aux assurances de sécurité négatives et positives que nous avons données aux États non dotés de l'arme nucléaire dans la lettre adressée au Secrétaire général de l'Organisation des

Nations Unies en 1995, et notée par la suite dans la résolution 984 (1995) du Conseil de sécurité.

18. Par ailleurs, le Royaume-Uni est convaincu que les protocoles annexés aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires sont le meilleur moyen d'offrir aux États non dotés de l'arme nucléaire les garanties nécessaires qu'ils souhaitent. Les initiatives régionales de création de zones exemptes d'armes nucléaires peuvent assurer la stabilité et contribuer, dans le cadre d'objectifs internationaux élargis, à empêcher la prolifération des armes nucléaires. Le bilan de ce processus amorcé en 1967 avec le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) est déjà très largement positif. Le Royaume-Uni a donné d'autres assurances de sécurité en rapport avec les Traités de Rarotonga et de Pelindaba et a, par le biais de la ratification des protocoles y relatifs, donné des assurances de sécurité négatives basées sur ces traités à plus de 100 pays. Nous espérons que le Traité de Pelindaba ne tardera pas à porter ses fruits et encourageons les États africains qui ne l'ont pas encore fait à le ratifier.

19. Nous considérons que nos assurances de sécurité de 1995 et les protocoles relatifs aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires que nous avons signés offrent aux États non dotés de l'arme nucléaire les assurances qu'ils souhaitent avoir au sujet de l'usage des armes nucléaires. Le meilleur moyen d'aller de l'avant, et de faire en sorte que les souhaits des États non dotés de l'arme nucléaire se matérialisent davantage, est de tendre encore plus vers la création de zones exemptes d'armes nucléaires, en s'inspirant des objectifs et principes définis par la Commission du désarmement dans ses directives de 1999. Cela permettra, sur une base régionale crédible, de disposer d'instruments juridiques internationaux de caractère contraignant sur les assurances de sécurité négatives que de nombreux États souhaitent obtenir.

20. Pour récapituler, le Royaume-Uni entend continuer à respecter les obligations que l'article VI du TNP lui confère en matière de désarmement nucléaire et poursuit sa progression dans ce sens. Mais nous savons également qu'il s'agit d'une tâche à laquelle doivent s'atteler les États dotés de l'arme nucléaire comme ceux qui n'en sont pas dotés. Le Royaume-Uni considère que le TNP est la clef de voûte du régime de non-prolifération et de désarmement nucléaires et recommande vivement à tous les États de coopérer au sein de cette instance pour atteindre notre objectif ultime commun qui est de bâtir un monde plus sûr, exempt d'armes nucléaires.